

Jour 1 Climat: négociations tendues à Copenhague, Ban Ki-moon optimiste

Les négociateurs sont entrés dans le vif du sujet mardi à Copenhague, à la recherche d'un accord pour enrayer le réchauffement mondial, avec un incident témoin de la fièvre qui monte dans les couloirs des négociations.



La fuite d'un texte de suggestions du Danemark, président de la conférence climat, a suscité un coup de chaud des pays en développement, dénonçant "une grave violation qui menace le succès du processus de négociation", selon le délégué soudanais Lumumba Stanislas Dia Ping, au nom du G-77 (coalition de 130 pays en développement), qui a cependant exclu de quitter la conférence.

La présidence danoise a démenti l'existence d'un "texte danois secret" pour un nouvel accord. Les papiers qui circulent "sont des brouillons de travail et constituent la base de consultations informelles", a assuré la ministre du Climat Connie Hedegaard.

De New York, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a affiché mardi son optimisme et dit s'attendre "à un accord solide (...) qui sera effectif immédiatement".

Et alors que la polémique sur le "Climategate" - climatologues accusés de manipuler les données après la publication de leurs courriels piratés - est toujours vive, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a averti que la première décennie du XXI^e siècle serait "la plus chaude jamais enregistrée" depuis les premiers relevés instrumentaux en 1850.

Lundi, les Etats-Unis avaient fait souffler un vent d'optimisme lorsque l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) avait jugé que le CO₂ était un polluant menaçant la santé publique, ouvrant ainsi pour la première fois la voie à une régulation de ce type d'émissions.

Les pays européens restent de leur côté divisés sur l'opportunité de revoir à la hausse leur promesse de réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui pourrait être portée de 20% à 30% d'ici à 2020 (par rapport à 1990) si un accord mondial ambitieux était conclu à la fin du sommet dans 10 jours.

La question du financement, notamment par les pays développés, de l'adaptation des pays les plus vulnérables était également largement débattue.

"Nous avons besoin d'engagements fermes, de chiffres et d'un calendrier", a expliqué à l'AFP Bruno Sekoli, négociateur du Lesotho, petit royaume enclavé en Afrique du sud, et président du groupe des Pays les moins avancés (PMA), qui a salué un processus "ouvert, actif, dynamique".

"Les pays en développement réclament un système prévisible, pérenne. Ils disent: la verroterie, on nous a déjà fait le coup", estime l'expert français Pierre Radanne, qui conseille les pays africains.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'Energie (AIE), Nobuo Tanaka, a averti mardi qu'un échec à Copenhague coûterait 500 milliards de dollars par an à l'économie mondiale pour revenir à l'objectif d'une limitation du réchauffement à +2° par rapport aux niveaux pré-industriels.

Les réductions d'émissions sont âprement négociées à huis-clos, mais l'urgence à agir au quotidien est aussi rappelée à tout instant, souvent avec humour. A la sortie du métro, personne n'échappe à son badge, distribué par de jeunes Danois qui remercient les passagers "d'avoir le pris le métro et économisé 85% de CO2".

Heureux calendrier pour la capitale danoise, elle a été désignée mardi ville la plus "verte" parmi 30 métropoles européennes soumises à un test écologique réalisé pour le compte d'un groupe allemand.